



Conseil économique et social

Distr. générale
23 avril 2012
Français
Original : anglais

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration présentée par la Confederazione Generale Italiana del Lavoro, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration qui suit, qui est distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2012/100.



Déclaration

Le monde fait face à une situation d'urgence dans le domaine de l'emploi. Après trois années de crise, le chômage mondial a augmenté à quelque 200 millions de personnes sans emploi. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation internationale du Travail (OIT) estiment à 21 millions le nombre d'emplois devant être créés chaque année pour revenir à des niveaux d'emploi antérieurs à la crise à l'horizon 2015. Les seuls pays africains et asiatiques ont besoin d'un million d'emplois supplémentaires chaque mois pour absorber l'arrivée des jeunes sur le marché du travail. Toutefois, la montée de la récession en Europe, les faibles taux de croissance des autres pays de l'OCDE et le ralentissement de la croissance des marchés émergents sont susceptibles de perpétuer la hausse du chômage.

Après l'apparition de la crise en 2008, les gouvernements ont montré leur efficacité en prenant des mesures coordonnées visant à stabiliser la demande mondiale et en s'accordant sur des propositions de réglementation financière. Toutefois, ce mouvement s'est essoufflé, nombre de gouvernements s'étant ralliés à l'austérité. De nombreuses déclarations politiques de gouvernements et d'organisations intergouvernementales établissent certes le besoin de s'attaquer à la crise de l'emploi en abordant le problème aussi bien du point de vue de la qualité que de la quantité, mais les droits des travailleurs sont attaqués au niveau national et international. Ces politiques malencontreuses qui sapent la confiance des travailleurs et creusent les inégalités de revenus apparaissent comme l'un des grands facteurs de la crise.

Les pays en développement pâtissent d'un manque considérable d'emplois décents, que leur croissance économique ne peut créer. Le coût élevé de la vie et l'incidence de la crise alimentaire mondiale conduisent à des situations de pauvreté endémique.

Les mesures d'austérité réduisent dans le même temps les investissements publics, les emplois publics, les salaires, la consommation et les marchés intérieurs. La contraction simultanée des prêts bancaires enferme les pays concernés dans un cercle vicieux sans perspectives favorables à la création d'emplois.

Associé à un chômage durable croissant, le nombre toujours plus grand de jeunes sans emploi menace le potentiel de croissance durable et accroît le risque de désintégration du tissu social et d'instabilité politique. Les gouvernements et les organisations internationales doivent resserrer la coopération économique et stimuler la demande via des investissements prioritaires de manière à prévenir une recrudescence de la récession, restaurer la croissance et accroître l'emploi. Cela passe par une réorientation de la politique macroéconomique aux dépens de l'austérité en faveur d'une croissance axée sur l'emploi et par un réajustement de la politique structurelle sur le renforcement des organismes du marché du travail (notamment la négociation collective), développant la protection sociale et incitant à la formalisation de l'important secteur informel.

Les gouvernements et les organisations internationales doivent promouvoir : les investissements dans la création d'emplois, les infrastructures et « les investissements dans l'économie verte » en vue de relancer la croissance; la réorientation des politiques structurelles et des mesures relatives au marché de l'emploi en vue de créer des emplois décents par le dialogue social; l'aide aux

organismes du marché du travail ainsi que la négociation collective en vue de réduire les écarts de revenu, une attention particulière étant accordée à l'écart entre les sexes ainsi qu'à l'égalité de rémunération et de droits avec les travailleurs migrants; les mesures visant à mettre un terme au travail précaire et irrégulier; les investissements en matière d'éducation et de compétences; la formulation d'un programme « emplois verts »; la mise en place de socles de protection sociale; la mise en œuvre effective de droits sociaux et du travail; l'imposition des transactions financières internationales visant à réduire la spéculation financière et financer la création d'emplois et la protection sociale.
